

Comité de rédaction :

James Vuningoma (Bordeaux),
Alphonse Karagirwa (Bourges),
Thierry Laniessse (Montpellier),
Jean-Paul Gouteux (Pau)

Editorial

Un combat pour l'information

Ce N°5 de *Liaison-Rwanda* vient juste après ce qui apparaît comme une nouvelle offensive médiatique d'une guerre que les complices français du génocide rwandais n'ont cessé de faire. Rappelons que les officiers de la DGSE canardaient du haut de leurs hélicoptères dès 1990, les soldats du FPR ; que le Général Huchon, responsable de la coopération militaire et conseillé du Président Mitterrand, promettait aide et soutien aux génocides en pleine action (le 9-13 mai 1994 à Paris). Rien ne nous dit que la guerre officielle menée par la France est close. En langage militaire moderne on appelle ça une guerre de "basse intensité" : une forme de guerre qui allie quelques opérations militaires (les raids que mènent les FAR au Rwanda depuis les pays voisins, avec des armes françaises) et une propagande intelligente, élaborée par des services spécialisés. La DGSE et les autres Services impliqués dans la collaboration avec le régime génocidaire ont-ils été l'objet de la moindre critique de la part du gouvernement français actuel ? La politique de la France ne s'est pas modifiée et reste d'une morbide cohérence envers le Rwanda.

Cette guerre se traduit par des tentatives médiatiques de reprise en main. Offensive simultanée sur *France Inter* et sur *Libération*, par la voix de Laurence Simon et les écrits de Stephen Smith. Si ces journalistes cherchaient seulement à nous informer, pouvaient-ils taire ce rôle de la France ? Ni l'émission de Laurence Simon sur *FranceInter*, le dimanche 18 février à 9H30 : "*Rwanda, pas de place pour les justes*" ni la Une qui se voulait sensationnelle de Stephen Smith et sa série d'articles parus dans *Libération* du 27 février, ne l'évoque. Cette occultation peut-elle être innocente ?

Comment peut-on prétendre informer sur les problèmes et les drames qui secouent aujourd'hui encore le Rwanda sans évoquer, même brièvement, même par un mot, la compromission de la France avec la dictature qui a réalisé le génocide en 1994 : les liens entre les familles présidentielles, les affaires douteuses que réalisaient Jean-Pierre Habyarimana et Jean Christophe Mitterrand, l'assistance de la coopération militaire, l'aide militaire, financière et politique apportée par la France, avant, pendant et après le génocide ? On vient d'apprendre qu'au terme d'une enquête sérieuse, que l'attentat contre l'avion présidentiel, le 6 avril 1994, aurait été réalisé par des agents français, avec des missiles détenus par l'armée française (Maintenant N°15). Qu'attend-t-on pour réaliser une enquête officielle ? Il est évident que des enquêtes doivent mettre au clair le rôle et les responsabilités des différents acteurs français, tant au niveau de la Cellule africaine de l'Elysée, qu'au niveau des responsables de la coopération militaire et des Services secrets. Sans cela, il y aura toujours une guerre larvée entre le gouvernement rwandais et les services français, dont on ne sait plus très bien d'ailleurs quelle est l'autonomie et le pouvoir.

La Françafrique n'est pas restée inactive devant ce régime qui compromet son influence. Se réseaux et ses lobby ne sont pas pour rien dans le refus de la France de former les gendarmes malgré une demande officielle du Rwanda en 1995 ; dans le fait que la France a pesé de tout son poids pour bloquer l'aide à ce pays, pour entraver la formation en France de juristes...

Ce silence sur le rôle de la France venant de journalistes qui prétendent nous informer sur la "*terreur tutsie*" est terrible. Il nous rappelle que le Général Huchon mettait une condition à l'aide que lui demandaient les génocides : non pas l'arrêt du génocide, mais la reprise en main des médias qui leur étaient défavorables : "*Le combat des médias constitue une urgence. Il conditionne d'autres opérations ultérieures*" pouvait écrire le Colonel Rwabalinda dans le compte rendu de cette rencontre. On imagine l'aide qu'à pu leur fournir le Service d'Information des Armées... Il y a des sujets chauds, sur lesquels une non-information est une manipulation. Les appels répétés à l'ethnisme et aux explications ethniques de S. Smith évoquent trop des appels à la haine pour ne pas rendre suspect ce qu'il écrit. Nous publions ici des extraits de la réponse que lui a fait Jean Carbonare, Président d'Honneur de SURVIE.

Vigilance donc sur l'information. Nous attendons des enquêtes plus objectives. Notre *Bulletin* participera au combat contre la désinformation, un combat d'autant plus difficile qu'il concerne une indiscutable complicité de responsables français dans le génocide. L'organisation d'une série de conférence d'Alain Verhaagen dans le Sud de la France est une manifestation de cette volonté d'information citoyenne. Cette initiative, qui a été un succès, l'a conduit à Tarbes, Pau puis Bordeaux et enfin Montpellier. Nous rapportons ici la transcription de cette dernière conférence. Nous n'oublions pas non plus que la raison d'être du *Bulletin* est d'apporter une information sur les activités de chacune de nos associations. La rubrique "En direct des Régions" croit à chaque numéro et c'est très bien. Continuer, chers lecteurs, à nous transmettre cette information que le Bulletin se charge de faire circuler. Et l'idée est lancée dans ce numéro d'une rencontre à la fois estivale et familiale destinée à nous rencontrer et faire partager, de vive voix, nos différentes expériences.

Pour terminer cet édit, deux bonnes nouvelles : la France pourra juger les criminels de guerre rwandais (reuter). S.S. le Pape Jean Paul II a publié une lettre à Mgr Thaddée Ntshinyurwa le 20 mars, dans laquelle il demande que les religieux impliqués dans les massacres de 1994 soient jugés et répondent de leurs actes. (J.P.G. , A.K)

IBUKA - SOUVIENS TOI

2ème anniversaire du début du génocide

Dimanche 7 avril 1996 de 20 h 00 à 6 h 00 du matin

Hôpital Robert Debré, Sanctuaire N.D. de Fatima, 48bis, Boulevard Serrurier Paris 19 (Porte des Lilas)

Soirée de souvenir : témoignages, veillée traditionnel, chants, danses

Contact : **Ibuka** tel 43 27 03 25 fax : 43 20 55 58



Interview

Anastase Gasana est Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement d'Union Nationale Rwandais. De passage à Bordeaux dans le cadre de la conférence de la communauté des pays de langue francophone, le Collectif Girondin pour le Rwanda a organisé une rencontre avec la presse locale. Le ministre a bien voulu répondre à quelques une de nos questions.

Liaison-Rwanda : *Monsieur Le Ministre, pouvez-vous nous donner quelques indications sur le travail mené actuellement par votre gouvernement ?*

Anastase Gasana : Nous avons repris le projet de société que nous avons signé en 1993 lors des accords d'Arusha (voir conférence de A. Verhaagen). A cette époque j'étais ministre des Affaires Etrangères du gouvernement de Agathe Wilingiyimana, premier ministre de l'époque. J'étais alors chargé des négociations avec le FPR. Ce projet de société est basé sur cinq principes : l'Unité et la réconciliation nationale, la construction d'un Etat de droit, le respect des droits de l'Homme, la démocratisation de la vie politique, la liberté d'opinion et le partage du pouvoir. Les 5 partis politiques qui composent le Gouvernement d'Union Nationale se regroupent derrière ce programme commun même si chaque parti a ses propres idées. Nous sommes donc ensemble pour reconstruire un Rwanda nouveau. Toutefois, la tâche est rude pour ce jeune gouvernement : le pays est complètement détruit, les esprits sont meurtris et tout, absolument tout, est prioritaire. Par exemple, il y a deux semaines, les enfants de la dernière année primaire ont passé l'examen national d'entrée dans le secondaire. Ils étaient 54 000. Or, la capacité d'accueil dans le secondaire est de 5 000. 49 000 enfants de 12 ans devront donc rester à la maison l'année prochaine. Sous sommes dans l'impossibilité de faire quelque chose pour tous ces enfants qui sont pourtant le Rwanda de demain.

Liaison-Rwanda : *Quelles sont les solutions aux problèmes liés aux réfugiés qui sont dans les camps à l'extérieur du Rwanda ?*

Anastase Gasana : Nous sommes à peu près 6,5 millions à l'intérieur du pays. Il y a eu jusqu'à 2 millions de réfugiés. Il en reste aujourd'hui 1 million puisque chaque jour, des réfugiés rentrent. Le rapatriement des réfugiés est une de nos priorités malgré les propos du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Ghali qui estime qu'il n'y a pas de volonté politique. C'est faux. Nous avons pris ce problème à bras le corps et il est en cours de règlement : Le gouvernement a envoyé des délégations dans tous les camps de réfugiés pour les exhorter à rentrer : Au Burundi, nous avons visités les camps de réfugiés avec le premier ministre rwandais et d'autres collègues ministres conjointement aux autorités burundaises. En Tanzanie, une délégation ministérielle est également partie dans tous les camps, à Benako, à Ngara et nous collaborons très positivement avec les tanzaniens. Les choses est en bonne voie. Côté Zaïre, je suis parti du 3 au 6 février 96 rencontrer le Président Mobutu pour solutionner ce problème et j'ai pu avoir une séance de travail technique sur les modalités de retour des réfugiés. C'est d'ailleurs à cette occasion que j'ai représenté le Rwanda pour recevoir une partie du matériel militaire pillé par l'ancienne armée rwandaise lors de sa fuite en juillet 94. Cette politique semble efficace et nous la poursuivrons. Ainsi, toute les populations des préfectures de Gysenyi et de Ruhengeri sont rentrées. Je répète que le Rwanda est ouvert à tous les rwandais sans condition. Dans ce sens nous avons intégré plus de 4 000 anciens militaires dans les nouvelles forces armées. Autre exemple, le Président de la Cour Suprême et de la Cour de Cassation que l'on vient de mettre en place est un juriste, Lieutenant-Colonel de l'ancienne armée.

Liaison-Rwanda : *Le surpeuplement des prisons ?*

Anastase Gasana : Le génocide a été d'une ampleur incroyable. Les personnes impliqués sont donc très nombreuses. Nos prisons ne sont évidemment pas adaptées pour accueillir toutes ces personnes en préventive. Pourtant, pour des raisons de sécurité, de justice nous ne pouvons pas laisser en liberté des assassins présumés d'autant plus que l'on constate chaque jour que des témoins du génocide disparaissent. Or, nos prisons datent des années 30. Nous tentons donc de désengorger ces prisons en réquisitionnant d'anciennes maisons ou usines abandonnées. Mais c'est exact, nous sommes dépassés par les événements. La priorité est toutefois la justice. C'est pourquoi nous comptons beaucoup sur le Tribunal Pénal International. Pour apaiser les tensions, celui ci devra être systématique et efficace. Nous collaborons d'ailleurs très positivement avec le parquet du TPI qui est installé à Kigali.

Liaison-Rwanda : *Certaines associations ont des difficultés à envoyer des colis au Rwanda. Certains convois semblent-il détournés, voir piller. Quelles solutions pour éviter tout problèmes de ce type ?*

Anastase Gasana : A ma connaissance, je n'ai pas eu d'informations sur ce genre de problèmes. Toutefois, c'est aux associations de s'assurer de leur filière de transmission. Récemment, nous avons pu bénéficier d'un transport mis à notre disposition par la cellule humanitaire du gouvernement français pour envoyer des colis d'associations françaises. Nous avons demandés à Kigali des preuves que tout les colis ont bien été distribué à ceux à qui ils étaient destinés pour qu'il y ait une transparence totale de cette opération. Je profite de l'occasion pour inviter les associations françaises qui désirent travailler au Rwanda, de coordonner le plus possible leurs activités en France. Cette coordination facilitera les opérations et nous vous garantissons, au Rwanda, le succès total de vos actions. (*Propos recueillis le 17/2/96 par J.V.*)

IBUKA - Souviens toi à Bordeaux,

C'est le 4 mai 1996 Renseignements : Collectif Girondin pour le Rwanda, Tel : 56 92 73 66



Réaction

Rwanda : enquête sur la terreur médiatique Le mardi 27

février 1996, le journal Libération titrait à la une : "Rwanda : enquête sur la terreur tutsie" Pas moins de 4 pages consacrées à la terreur d'un

régime qualifié de "tutsi" et apparemment qui dérive vers le totalitarisme. Les cinq articles de ce dossier sont signés par **un seul journaliste** : Stephen Smith. Faut-il croire monsieur Smith alors que de nombreuses sources démentent ses affirmations (voir la rubrique "Télex"). En fait, nous avons déjà attiré l'attention sur ce journaliste qui, insidieusement, distille des messages ethnistes. Comme Monsieur Carbonare, Président d'Honneur de Survie et dont nous publions des extraits de sa réponse à S. Smith, nous avons envie de demander : **"Pour qui travaillez-vous, Monsieur S. Smith ?"**

"(...) Pour qui travaillez-vous, monsieur S. Smith, et où voulez-vous en venir... Grave question... (...) Le Rwanda est aujourd'hui un pays meurtri : imaginez notre pays, la France avec 8 à 10 000 000 de victimes massacrées aux limites extrêmes de l'horreur, une économie ravagée, une administration détruite et à rebâtir entièrement, et surtout un tissu social complètement disloqué dans lequel bourreaux et victimes doivent réapprendre à vivre ensemble. Tout ceci mérite un profond respect, une grande délicatesse qui n'autorisent pas à écrire n'importe quoi, n'importe comment. (...) Pourquoi ne parlez-vous pas des témoins du génocide (hutus et tutsis confondus) qui disparaissent régulièrement dans les collines et ceux qui ont intérêt à ce ces voix se taisent définitivement ? (...) Pourquoi ne dites vous pas aussi que le pouvoir est largement partagé entre les deux ethnies : le Président de la République, le Premier Ministre, le ministre de l'Intérieur, le Ministre des affaires étrangères, et d'autres encore, les pouvoirs régionaux et locaux sont également bien ouverts à ces hutus "terrorisés" dont vous parlez. Oui pourquoi ? (...) Il y aurait beaucoup à dire sur votre reportage à propos du "camp de Gabiro" ; vrai ? Faux ?... Je pense que vous n'êtes pas sérieux et que

vous ne respectez pas vos lecteurs en vous contentant d'un seul témoignage pour étayer votre démonstration. (...) Votre papier est malfaisant parce qu'il

exacerbe les différences, ramenant sans cesse Hutus et Tutsis les uns en face des autres, et vous insistez lourdement sur ce thème qui a conduit le pays dans les horreurs extrêmes. Je vous ai proposé d'aller visiter des chantiers et des lieux où des représentants des deux groupes réapprennent à travailler et à vivre ensemble. Des milliers, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, d'assassins, de rescapés reconstruisent, se rencontrent, recommencent à s'écouter, à se respecter. Des étudiants oubliant leurs différences, leurs souffrances, partent eux aussi en se tenant la main, sur le terrain pour être solidaires des paysans, des veuves, de ceux que la vie a maltraités. (...) Après notre entretien, j'ai eu l'occasion de rencontrer mes amis rwandais et quelques responsables des agences onusiennes. J'ai pu les informer du contenu de notre échange, et de la teneur probable de votre reportage. C'est donc sans surprise que j'ai lu votre document. Je regrette simplement qu'aujourd'hui vous participiez à une campagne visant à discréditer et à disqualifier les autorités de Kigali qui, je le pense de toutes mes forces, font ce qu'elles peuvent avec les moyens mis à leur disposition. Malgré cette campagne qui voudrait "enfermer le malheur" dans le Rwanda, des signes très fragiles mais visibles commencent à apparaître sur le terrain : ils confortent mon optimisme et ma confiance quant à l'avenir de ce pays. Le chemin sera long, où nos rêves et nos espoirs d'aujourd'hui deviendront les réalités de demain..."

**Jean Carbonare. Poste restante.
Kigali. Rwanda**

**...Nos téléscripteurs crépitent
pour vous informer ...!**

Déballage

" Les autorités françaises disent qu'il y a lieu de s'asseoir et de tout déballer" a déclaré sur Radio Rwanda M. Anastase Gasana, le Ministre des affaires étrangères rwandais et il a ajouté : "Il y a un nouveau gouvernement en France et un nouveau gouvernement au Rwanda et il y a lieu de tout déballer et de voir comment relancer ces relations".

L'ONU accuse le Zaïre

☿ Télex - Télex - Télex - Télex - Télex - Télex

Une commission enquête des Nations Unies sur les livraisons d'armes aux anciennes forces armées rwandaises (FAR) installées dans les camps de réfugiés au Zaïre, estime que des "doutes importants" planent sur les autorités zaïroises qui ont même été accusés "d'obstructionnisme" lors de cette enquête. Le Zaïre, la main sur le coeur, dément toute tentative de déstabilisation du Rwanda et ajoute d'ailleurs que le Zaïre n'abrite aucun criminels rwandais mais seulement des "réfugiés fuyant les horreurs de la guerre civile".

ON (ne) SAVAIT (pas) !

Un rapport international établi par 57 consultants indépendants de 20 pays différents accuse l'ONU de ne pas avoir tenu compte de ses propres services de renseignements et d'avoir donné une analyse erronée de la situation au Rwanda en Avril 1994. Cette analyse a donné lieu au retrait de la quasi totalité des casques bleus pendant le génocide alors que le rapport estime qu'un renforcement même modeste du contingent aurait fortement, voir arrêté, les massacres : le secrétaire général de l'ONU aurait reçu "des mises en gardes claires et sans équivoque" sur un "coup planifié", "des attaques contre les soldats des Nations Unies afin de les amener à quitter le pays", "des plans détaillés sur le génocide à Kigali". Ces informations auraient été transmises aux militaires belges. D'ailleurs, "la Belgique et la France disposaient à cette période de capacités de renseignements importants au Rwanda". S'en est trop ! Pour la peine la France a gelé sa contribution financière à ce rapport en décembre 1995.

Réponse à Stephen Smith de "Libération"

Après le reportage de S. Smith dans Libération, le porte parole de l'ONU au Rwanda déclare que "...nous n'avons jamais obtenu de listes de morts laissant conclure à des massacres de telle ampleur." "Si on nous fournit des éléments de preuves, nous sommes prêts à enquêter, nous sommes là pour cela." a ajouté le représentant du Haut commissariat des Nations Unies aux

droits de l'homme dont 60 personnes sont sur le terrain à travers le pays. Des preuves, Monsieur Smith !

Projet de loi

Un projet de loi permettant aux autorités judiciaires françaises soit d'arrêter, de juger et de condamner les auteurs présumés de crimes commis au Rwanda, soit de les déférer devant le Tribunal Pénal International pour le Rwanda est en bonne voie : "Le gouvernement souhaite que le projet de loi, actuellement soumis à l'examen du Sénat, soit examiné le plus tôt possible pour ensuite être transmis à l'Assemblée nationale, avec l'espoir d'un aboutissement dans les semaines qui viennent" a déclaré le porte parole adjoint du ministère des affaires étrangères français.

2ème anniversaire du génocide

Mgr Ntuhinyurwa, président de la conférence épiscopale rwandaise, a fait valoir que le dimanche de Pâques, jour de joie pour les chrétiens ne pouvait coïncider avec la commémoration du génocide qui doit avoir lieu le 7 avril, date du début du génocide de 1994. Les parlementaires rwandais ont voté contre cette proposition et remarquer que le jour de Pâques serait pour le clergé une bonne occasion de rappeler

Télex - Télex - Télex - Télex - Télex - Télex - Télex - Télex - Tél

les atrocités du génocide. Nous faisons une autre proposition : déplacer le jour de Pâques !

Affaire Wincelas

Après la confrontation entre le Père Wincelas Munyeshyaka, accusé de "génocide, tortures, mauvais traitements et actes inhumains et dégradants" avec trois rwandaises venues spécialement de Kigali pour témoigner, l'Eglise de France se mobilise : L'évêque de Viviers (ardèche) déclare : *"Faut-il rappeler que la France est un Etat de Droit et une République démocratique et que seuls les pays totalitaires traduisent leurs prévenus devant un tribunal populaire... Le Père Wincelas ne sera pas jugé par cette sorte de tribunal et l'opinion publique ne se laissera pas intoxiquer par des campagnes médiatiques aux finalités suspectes."* Bien que prêtre, le Père Wincelas n'est pas au dessus des lois...et des tribunaux populaires.

Chasse aux génocidaires

"Le TPI n'étant pas très actif, nous allons progresser avec nos propres enquêtes" a déclaré le ministre des affaires étrangères rwandais. Le Rwanda a lancé une vaste offensive diplomatique pour mettre la main sur les principaux responsables du génocide : Namibie, Gabon, Cameroun, Madagascar, Côte d'Ivoire, Zambie et Rép. Centrafricaine sont les champs d'investigation de Kigali.

Le traumatisme des enfants

Selon une étude de l'UNICEF, pratiquement **tous les enfants** rwandais ont assisté à des scènes de violences lors du génocide du printemps 1994 et demeurent aujourd'hui traumatisés. *"36 % des enfants interrogés ont assisté à la mort d'un membre de leur famille, les deux-tiers ont assisté à une mise à mort. 90 % des enfants ont cru qu'ils allaient mourir"* a précisé Dan Toole de l'UNICEF. *"C'est une situation inédite dans l'histoire en termes de traumatisme psychologique. Ces enfants sont non seulement hantés par d'affreuses impressions sensorielles qui handicapent leur vie de tous les jours en gênant leur faculté de concentration et de sommeil. Mais ils doivent en outre, et c'est un pari extrêmement difficile, tenter de donner un sens à ces événements."*

Suspect en Helvétie

Le procureur Richard Goldstone doit saisir le TPI pour obtenir l'extradition et le transfert devant la justice internationale d'un rwandais soupçonné de génocide et résident en Suisse. Actuellement détenu en Suisse, M. Musema sera inculqué puis extradé. Cette procédure devrait prendre quelques mois. M. Musema est soupçonné d'avoir encouragé et participé au meurtre de nombreuses personnes dans la région de Kibuye.

L'adieu aux casques Bleus

Le drapeau Bleu et Blanc des Nations Unies a été amené pour la dernière fois le 8 mars à Kigali lors d'une cérémonie qui marquait la fin de la mission des Nations Unies pour le Rwanda (MINUAR). A l'extérieur, une poignée de manifestants, pour la plupart des femmes, arboraient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : *"Dehors la MINUAR", "Casques bleus, casques de sang"...* Dans l'hôtel où se déroulait la cérémonie, en revanche, des dessins d'enfants étaient affichés avec la légende : *"Les soldats de l'ONU aiment les enfants"*.

Arrestation

Le Colonel Théoneste Bagosora, ancien chef de cabinet du ministre rwandais de la Défense considéré comme l'un des responsables du génocide au Rwanda a été arrêté par les autorités Camerounaises le 8 mars dernier à Yaoundé. Il serait notamment responsables de la mort des dix casques bleus belges et de l'assassinat du premier ministre de l'époque, Mme Uwilingiyimana. Le Rwanda a demandé son extradition. Son nom figure en premier sur la liste des 446 principaux commanditaires du génocide. En février 1993, il avait annoncé qu'il *"préparait l'apocalypse"*.

(Sources : AFP, Agence Reuter)

En direct...

Quimper Après l'aide d'urgence essentiellement médicale durant l'année 1995, l'**Association Finistère Solidarité Rwanda** va axer ses efforts pour 1996 autour de l'orphelinat "Fred Rwigema" de Rwamagana. Un soutien qui passe par des parrainages aux 106 enfants afin d'assurer notamment leur scolarisation. Les collectivités du Finistère (communes et Conseil Général) ont été sollicité pour des appuis à la structuration de cet orphelinat : Projet d'assainissement, agrandissement d'une salle polyvalente, aménagement de la

cuisine et fourneaux à bois, projet élevage. Par ailleurs, l'association avait fait une campagne de collecte de ballons de football sur le Finistère qui ont été envoyés au Rwanda. Récemment, un tournoi de foot réunissant 8 équipes à Kigali a été organisé pour clore cette action qui sera renouvelée cette année. **Association Finistère Solidarité Rwanda, 15, rue Jean Rameau 29000 QUIMPER tel : 98 64 98 92**

Cosnes sur Loire L'association **Humanitaire Cosnoise pour le Rwanda** (AHCR) nous indique qu'elle possède à peu près 1 tonne

..... des Régions

de vêtements dont une partie pour bébé. Elle souhaite savoir si l'une des associations prévoit l'envoi d'un container pour le Rwanda prochainement et souhaite s'y associer. En projet : l'organisation d'un concert dans l'église St Jacques de Cosnes avec si possible la participation d'un groupe d'artistes rwandais. **Association Humanitaire Cosnoise pour le Rwanda, 14, avenue de la Paix à Cosne (permanence tous les samedis matins) et chez Marie Yankulige, 1, rue Fernand-Petit 58200 Cosne Tel.: 86 28 17 46**

Limoges *Izuba-Rwanda*

communiqué : "Fin 1995, nous avons à peu près atteint l'objectif fixé mais pour la 2ème année consécutive, nous n'avons reçu aucune subvention sauf celle de la commune. Nous avons pourtant présenté une centaine de dossiers ! Qu'en est-il des autres régions ? En août 95, dans le cadre d'un anniversaire de jumelage, nous avons présenté l'association en Allemagne qui pourrait porter ses fruits en 96 : Feytiat et la commune allemande de Leun devrait aider à financer un projet d'école piloté par "Enfants réfugiés du monde" : achat de portes, fenêtres, toitures, matériel pédagogique...

Pour mars ou avril 96, nous pensons qu'un des adhérents (Manuel Belleli), photographe de talent va se rendre au Rwanda. Son témoignage pourra donner lieu à une expo ou une publication. Si parmi les lecteurs, il y avait des photographes pouvant nous faire parvenir des appareils jetables même périmés : Manuel Belleli compte organiser sur place des séances où les enfants rwandais feraient découvrir eux-mêmes leur cadre de vie." *Izuba-Rwanda, 11, rue du manège 87220 FEYTIAT tel : 55 00 27 07*

Caen L'Association d'Aide aux orphelins du Rwanda vient en aide à 337 orphelins de Nyamata (Kigali rural). Ces orphelins ont été accueillis dans des familles reconstituées par les rescapés du génocide. Certaines d'entre elles ne sont composées que d'enfants, le "chef de famille" ayant de 13 à 15 ans. L'association a pour partenaire au Rwanda l'Association de soutien aux rescapés du génocide (ASRG BP 3195 KIGALI) dont le Président M. Joseph Nsengimana, ministre de l'enseignement supérieur, s'est rendu à Hérouville, siège de l'association, en octobre 95. En 1995, d'ailleurs, l'association a fait parvenir à Nyamata 250 Kg de médicaments. Pour 1996, l'association a lancé une campagne "un toit pour les orphelins" (1 tôle = 40 F). Le 24 février dernier, le grand pianiste argentin Miguel Angel Estrella a donné, en faveur de l'association un concert au grand

RENCONTRE ANNUELLE

Rencontre des associations oeuvrant pour la reconstruction au Rwanda

Bourges, Brest, Limoges... Vous êtes nombreux à réclamer une **rencontre générale**, une réunion, pour discuter, nous connaître et échanger. Au delà du plaisir d'une simple rencontre, il nous semble important d'aller plus loin et de déboucher sur des actions concrètes

Liaison-Rwanda se propose de coordonner la préparation de cette rencontre. Envoyer rapidement au Journal vos propositions :

- pour le choix d'un lieu central (avec possibilités d'hébergement et d'accueil des enfants pour ceux qui viennent de loin)

- sur la mise en place de 3 ou 4 ateliers de réflexion (chaque ateliers devant déboucher sur une ou plusieurs actions ou décisions concrètes)

Réagissez rapidement. Il faudra définir les responsables des ateliers et que ceux-ci préparent leur ateliers avant la rencontre qui pourrait avoir lieu fin juin-début juillet.

A vos stylos.

Contact : Liaison-Rwanda, 215 avenue du petit train 34000 Montpellier

auditorium du conservatoire d'Hérouville Saint Clair.

Association d'aide aux orphelins du génocide rwandais, 606, boulevard des belles Portes 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR Tel : 31 47 36 60

Cahors Bravo à *Uburezi* - "*Une école pour tous au Rwanda*" : leur projet a été primé par le magazine "Notre Temps". Outre un prix de 5000 F, leur action est reconnue et cela facilitera sans doute leurs futures démarches. Rappelons que ce projet consiste à remettre sur pied une école normale d'instituteurs. Le système éducatif a été anéanti pendant le génocide. Former des formateurs est

d'*Uburezi* est donc de réunir la somme de 330 000 FF pour réaménager le centre.

Uburezi-Une école pour tous 20, avenue Georges Pompidou 46500 GRAMAT Tel : 65 38 86 99

Erratum dans un précédent numéro nous avons indiqué que *Izuba-Rwanda* avait son siège dans la Creuse. En réalité, c'est en **Haute Vienne**. Mille excuses !

BIENVENUE à l'Association "Les Enfants de Kambyeyi"

"Les enfants de Kambyeyi" nous rejoint au sein du Bulletin. Créée en 1995, cette association dont le siège est à Angers apporte son aide à l'orphelinat et au centre scolaire de Kambyeyi par l'envoi régulier d'une somme d'argent, en envoyant du matériel scolaire et pédagogique, en favorisant les échanges avec des écoles françaises et en facilitant la prise en charge des orphelins par des formules de parrainage.

Piloté par **Soizic et Christian BAILLE** à Angers et par la famille **RUCYAHANA** au Rwanda, le projet évolue vers la mise en place d'un centre d'alphabétisation de 40 enfants, la construction d'ateliers d'apprentissage aux métiers (menuiserie, maçonnerie, couture...) pour une trentaine de jeunes et l'aménagement d'un internat pour 20 enfants à Kambyeyi. La tendance actuelle est de replacer les orphelins dans des familles d'accueil afin de reconstituer des familles pour les enfants.

Un projet ambitieux et très concret qui se monte à plus de 500 000 FF. Nous leur souhaitons bonne chance dans leur action et bienvenue parmi nous.

Association Les enfants de Kambyeyi c/o M. Baille, 28, rue Tarin 49100 ANGERS tel : 41 87 24 93

donc l'idée de *Uburezi*. Située à Maubuga, l'école normale a subi de nombreux dommages. Il faut donc la remettre en état et le rééquiper en matériel pédagogique, le ministère rwandais de l'éducation s'étant engagé à assurer les frais de fonctionnement dès le redémarrage des activités. Le but



● **Réfugiés de luxe**

" Télécommande à la main, Charles Nzabagereza éteint son téléviseur sur lequel trônent des cartes de vœux. Sur un Bloc-notes, il griffonne quelques chiffres, qui n'ont qu'un seul but : prouver qu'il n'y a jamais eu de génocide au Rwanda. (...) Actionnaire de RTLM (Radio Mille collines), la station de radio rwandaise qui en 94 encourageait les hutus à perpétrer le massacres, M. Nzabagereza vit aujourd'hui au Kenya, comme des milliers d'autres hutus. Il est le numéro 52 sur une liste de 463 personnes recherchées par le nouveau gouvernement rwandais. Ce sont des réfugiés bien différents de ceux auxquels le monde est habitué. Ils sont professeurs, hauts fonctionnaires ou hommes d'affaires. Ils avaient suffisamment d'argent pour faire sortir leurs familles des sordides camps zaïrois et pour louer des maisons et des appartements à Nairobi, souvent pour plus de 200 dollars par mois (coût d'une belle villa). (...) La liberté dont jouissent les organisateurs du génocide est le cheval de bataille des opposants au président Moi. *"Ils sont arrivés ici avec beaucoup d'argent et ce sont les amis du président"*, dit Kijana Wamalwa, l'un des leaders de l'opposition kenyanes. Les hutus ont commencé à arriver à Nairobi en juillet 1994, lorsque leur gouvernement a été expulsé par le Front Patriotique Rwandais. Plusieurs d'entre eux ont pris des suites à 420 dollars par mois au Heron Court Hotel. Ils payaient cash des communications téléphoniques de 1000 FF avec Bruxelles, où d'autres leaders se sont réfugiés, raconte un employé. (...) *"Comme le niveau de vie au Zaïre ne correspondait pas à mes besoins, j'ai préféré venir ici."*, dit Emmanuel Kassim, trente-quatre ans, propriétaire d'une société de transport routier, arrivé en avion de Goma le mois dernier avec sa femme et ses quatre enfants. Aujourd'hui il fait partie des centaines de hutus qui, un dimanche sur deux, emplissent l'église nazaréenne de Ngong Road. Certains s'y rendent en Mercedes. (...) A l'extérieur de l'église, ils vont chercher leur courrier dans des boîtes aux lettres spécialement installées pour eux. Certaines lettres sont adressées à des gens comme le Dr Casimir Bizimungu, longtemps ministre au Rwanda et impliqué au plus haut niveau dans le génocide. (...) Certains ont trouvé du travail. Charles Nyandwi,

ancien ministre et numéro 35 de la liste, n'a pas mis son nom sur la porte de son bureau à l'université de Nairobi, où il enseigne les mathématiques appliquées depuis six mois. Son loyer est payé par l'Etat et il a un permis de travail. Au cours de son entretien d'embauche, (...) le responsable du département, ne lui a pas posé la moindre question sur le génocide. *"Il cherchait du travail ! Il est venu et a présenté ses papiers. Nous l'avons recruté sur ses seules qualifications"* **The East African In Courier International - 14/20 Décembre 1995**

● **Où il est question de Mitterrand**

"Il est un mot qui n'a pas eu l'honneur des brillants commentaires entourant la disparition de François Mitterrand. Comme s'il ne fallait pas rappeler les affaires qui fâchent quand on porte en terre un homme subitement revêtu des nobles habits de l'unité nationale. Entre autre chose louée, le bilan de sa politique étrangère était jugé comme *"très bon"*. Oui, mais voilà, le Rwanda - c'est le mot - va survivre à Mitterrand et on n'a pas fini de s'interroger sur les raisons qui ont poussé le président à défendre le clan des extrémistes hutus, ceux-là même qui ont conduit ce petit pays d'Afrique centrale dans l'enfer du génocide. Un million de morts, essentiellement des tutsis. C'était il y a bientôt deux ans.

En ce début d'année 1996, quand meurt François Mitterrand, personne à Kigali, désormais aux mains de "l'ennemi" tutsi, n'a l'idée de bondir de joie. Là-bas, dans ce pays martyrisé, où la terre a la couleur du sang versé, on a trop le respect des morts. Pas question donc de rappeler cette amitié particulière du président et de son fils Jean-Christophe, son conseiller pour les affaires africaines, pour la famille Habyarimana qui dirigeait le Rwanda d'une main de fer. Cette amitié qui amena l'armée française à soutenir et à entraîner les partisans du "hutu power". Une amitié aveuglante qui allait servir la cause d'un fascisme ethnique dont le pays ne s'est toujours pas remis. Mais comment se remet-on d'un génocide ? (...) D'un côté le Tribunal International de justice décrété par l'ONU en 1994 a bien du mal à s'installer au beau milieu du bush tanzanien, loin de tout, sans téléphone et sans moyen. De l'autre, les "têtes pensantes" de la folie génocidaire vivent comme des pachas dans les beaux quartiers de Nairobi, ou à Yaoundé, où ils "conseillent" le

président Biya sur le sort des minorités au Cameroun...

Enfin, le nouveau régime de Kigali, qui aurait bien besoin d'un Seguela pour assurer ses relations publiques auprès de la communauté internationale pas vraiment disposée à lui faire de cadeaux, multiplie les "égarements". Certains à Paris n'en demandaient pas tant. Toujours près à vilipender les tutsis et à ostraciser ces "Khmers noirs", ils se délectent des images ramenées du "nouveau Rwanda". Celles des prisons qui s'écroulent sous le poids de leurs occupants, des massacres au camp de Kibeho, celle du départ tonitruant de certaines ONG françaises qui accusent de vol les dirigeants de Kigali. etc..."*Vous voyez bien, on avait raison de se méfier de ces gens-là*", entend-on sous certains képis proches du pouvoir. Non, on a pas fini d'entendre parler du Rwanda. Parce que se profile l'explosion du Burundi voisin et parce que les artisans de la revanche préparent toujours le retour à Kigali de nos "amis les hutus". Mais cette fois François Mitterrand ne sera plus là."

Nouvel Observateur - 3/9 Février 1995

Tampon de l'association locale

Ce bulletin de liaison est un lien entre les associations qui travaillent à la reconstruction au Rwanda. Diffuser l'information, se faire l'écho de la solidarité en répercutant les actions des associations en constituent les objectifs.

Les associations qui souhaitent nous rejoindre doivent adhérer au journal (150 FF/an). Pour les particuliers, abonnement auprès du journal ou des associations locales (100 FF/an)